



## FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) BURUNDI

### ACTUALISATION SEMESTRIELLE DES PROGRES DU PROJET

POUR LA PERIODE : JANVIER - JUIN 2013

<b>No &amp; Intitulé du projet</b>	<b>PBF/BDI/A-9</b> : Consolidation de la paix à travers l'appui à la réintégration socio-économique durable en faveur des personnes affectées par le conflit (79938)		
<b>Organe(s) bénéficiaire(s)<sup>1</sup>:</b>	BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR		
<b>Partenaires d'exécution (gouvernement, institutions de l'ONU, ONG, etc.)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Gouvernement</b> : Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre ; Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ; Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation ; Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ; Ministère de l'Intérieur</li> <li>• <b>Autres partenaires</b> : Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNTB), Bâtiment Menuiserie, Construction Métallique (BMCM), ABAVANDIMWE, CACERISE, Programme 'Aide au Rapatriement et à la Réintégration des Sinistrés (PARESI), Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE), Centre Formation Rurale (CFR), Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI), BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR, Collectif des Association et Organisations Féminines du Burundi (CAFOB), Jumelage Jeunesse Burundi, Programme Régional de Formation et d'Echanges pour le Développement (PREFED), Conseil National pour le Développement Intégré (CONSEDI), etc...</li> </ul>		
<b>Site:</b>	Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke		
<b>Budget total approuvé<sup>2</sup></b>	US\$ 9,994,134 (dont US\$ 800,000.00 provenant du solde des anciens projets PBF).		
<b>Fonds engagés<sup>3</sup></b>	<b>US\$ 1,227,942.07</b>	<b>% de fonds engagés / budget total approuvé:</b>	<b>12. 29%</b>
<b>Dépenses<sup>4</sup>:</b>	<b>US\$ 5,954,874.17</b>	<b>% de dépenses / budget total: (taux d'exécution)</b>	<b>59.54%</b>

<sup>1</sup> Veuillez noter que, s'il y a plusieurs organes, un seul rapport de projet – consolidé - doit être soumis.

<sup>2</sup> Par « budget approuvé », il faut entendre le montant total des fonds versés aux organes bénéficiaires.

<sup>3</sup> Par « Fonds engagés », il faut entendre les engagements de services et d'activités pris dans le cadre de contrats juridiques, conformément aux règles et procédures financiers des organes bénéficiaires

<sup>4</sup> Paiements effectifs (contrats, services, travaux), dans le cadre des engagements pris.

<b>Date d'approbation du projet:</b>	<b>02 décembre 2010</b>	<b>Retard possible concernant la date de clôture opérationnelle (en nombre de mois)</b>	<b>7 mois de retard enregistré au démarrage du programme.</b>
<b>Date de démarrage du projet:</b>	<b>23 septembre 2011</b>		
<b>Date prévue pour la clôture opérationnelle du projet:</b>	<b>30 septembre 2013</b>		
<b>Domaine de résultats attendus par le PBF<sup>5</sup></b>	Domaine de résultats (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet):		
<b>Évaluation qualitative des résultats obtenus et des problèmes subsistants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Evaluation qualitative des progrès accomplis dans le sens des objectifs d'ensemble du projet :</i></li> </ul> <p>Les activités menées au cours du semestre vont contribuer à terme à renforcer les capacités de planification et de coordination du ministère ayant la réintégration dans ses attributions ainsi que les structures de coordination décentralisées, à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en place d'une base de données sur la réintégration dynamique et fonctionnelle. L'expérimentation de cette base par l'enregistrement de quelques données collectées auprès des Agences a permis d'arriver à cette conclusion. L'élaboration du manuel de formation des utilisateurs facilitera le transfert de sa gestion au ministère de tutelle ;</li> <li>- L'acquisition des équipements informatiques permettra au Secrétariat du Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire Rapatriement et Réintégration d'être plus fonctionnel ;</li> <li>- Le renforcement des capacités de 16 représentants des comités provinciaux et communaux de développement communautaire par une formation en ligne, en planification et budgétisation sensible au genre ;</li> <li>- La production d'un film documentaire en cours de réalisation qui va améliorer la communication sur les initiatives de paix et leurs résultats ainsi que leur appropriation par les communautés.</li> </ul> <p>Le rétablissement dans leurs droits des personnes dont les biens ont été spoliés en 1972 grâce aux interventions de la Commission Nationale des Terres et autres Biens permettra d'atténuer les tensions sociales. Dans les provinces de Bubanza et Cibitoke, 205 cas de conflits fonciers ont été résolus à l'amiable et 100 autres par décisions judiciaires.</p> <p>La participation du groupe cible aux travaux de reconstruction communautaire a permis l'accès au revenu à 540 vulnérables tout en améliorant la cohésion sociale. Dans ce cadre, 202 maisons en briques stabilisées sur les 405 attendues ont été finalisées. Les bénéficiaires d'emplois temporaires se sont, en outre regroupés en associations pour développer des activités génératrices de revenus. Cette mobilisation volontaire des rapatriés, des ex-combattants, des déplacés internes et des vulnérables de la communauté d'accueil autour d'une activité d'intérêt commun contribue énormément à la cohésion sociale, au développement de l'esprit de confiance mutuelle et d'entraide sociale.</p>		

<sup>5</sup> Se référer aux domaines définis dans le cadre du Plan des priorités ou du Plan directeur du PBF (PMP).

Néanmoins, les études diagnostiques ont révélé des problèmes complexes, liés au captage et à la réhabilitation des anciens réseaux, qui affectent la qualité et la quantité de l'eau distribuée à Bubanza et à Cibitoke. Les corrections de ces anomalies exigent un budget additionnel à mobiliser. D'autre part, suite à quelques erreurs techniques commises à la fabrication des briques stabilisées, certaines maisons comportent des malfaçons que les partenaires sont en train de corriger.

Dans le cadre du renforcement des capacités techniques et financières, plusieurs actions diversifiées et complémentaires ont été menées pour la création des microprojets novateurs, générateurs d'emplois et de revenus ayant une valeur ajoutée pour la consolidation de la paix. Plusieurs activités ont été réalisées, notamment :

- La dotation de 3 Centres Jeunes équipés en matériel informatique, mobilier, équipements sportifs et audio visuels en tant que cadre de rencontres, de socialisation et d'éducation à la coexistence pacifique ;
- La réhabilitation de 3 Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) pour améliorer la qualité des formations ;
- Le renforcement des capacités techniques des RDExC par des formations- actions en métiers porteurs, en entrepreneuriat local et en organisation et gestion coopérative en vue de promouvoir l'esprit d'entreprise.
- L'augmentation de la production agricole à travers l'approche *Champ Ecole Paysan* pour les cultures à haute valeur ajoutée en nutrition ;
- La mise en place des Clubs d'Ecoute Communautaire pour améliorer la cohésion sociale, l'accès à l'information et à la communication des populations rurales, particulièrement les femmes et les jeunes, sur l'autonomisation socio-économique et politique et la sécurité alimentaire
- Les services et les infrastructures d'appui à la production et à la commercialisation ont été mis en place/renforcés notamment par la réhabilitation de 482 ha du périmètre rizicole de Nyamabere, à travers laquelle des séances de sensibilisation sur des thématiques variées relatives à la cohésion sociale et à la résolution pacifique des conflits sont organisées pendant une journée par semaine.
- L'appui apporté au RDExC à travers l'attribution des semences à haute valeur ajoutée (riz, arachide, soja), les plants fruitiers, la culture des champignons, la pisciculture, l'apiculture, la diffusion de caprins, etc permet une diversification des moyens d'existence des bénéficiaires et une meilleure cohésion autour d'une activité économique commune ;

• ***Les points forts des résultats obtenus ou attendus :***

- Le programme contribue à l'exécution de la Stratégie Nationale de Réintégration et répond ainsi à un besoin planifié par le Gouvernement. Le programme développé dans un contexte de

rapatriement massif et d'exacerbation des conflits fonciers rentre dans la politique prônée par le Gouvernement et permet entre autres de réinstaller des personnes sans terre et sans référence. La construction des villages Ruraux Intégrés rentre dans la politique prônée par le Gouvernement ;

- L'engagement satisfaisant de l'administration locale au processus de mise en œuvre des activités du programme ;
- La contribution au processus de responsabilisation Communautaire et de renforcement des capacités en faveur des acteurs locaux de développement ;
- L'amélioration des capacités organisationnelles, techniques et opérationnelles en matière de planification, gestion, suivi et évaluation des projets de développement par les autorités locales ;
- L'exécution du Programme intégré tient compte des avantages comparatifs des Agences des Nations Unies partenaires de mise en œuvre ;
- L'approche associative et coopérative permet une cohésion sociale des membres, librement unis en entreprise caractérisée par l'égalité des droits et des obligations, qui font face aux difficultés qui menacent l'organisation. La Méthodologie GERME (Gérez Mieux votre Entreprise) crée un engouement au sein des bénéficiaires et de la communauté qui s'efforcent de trouver des idées d'entreprise, d'en créer ou d'améliorer la gestion de leurs activités économiques ;
- L'approche du programme permet de promouvoir et de renforcer les initiatives communautaires d'auto-développement qui renforcent la cohésion sociale et la pérennité de la démarche ;
- La mise en place d'une dynamique de développement durable organisée autour des initiatives de création des emplois et des revenus à impact rapide, la redynamisation des économies locales à travers la relance des secteurs productifs et porteurs, réseautage des organisations de producteurs, professionnalisation et expansion du marché ;
- Prise en compte de l'aspect genre et forte participation/adhésion des femmes aux Organisations de Producteurs.

• ***Effets sur les causes et les éléments moteurs du conflit :***

Les causes politiques (gestion de l'accès au pouvoir) exploitées ethniquement ont divisé les communautés. Les hostilités et confrontations ont engendré l'exil et les déplacements internes et toute autre forme de méfaits des violences, notamment la paupérisation, la haine, la méfiance, etc. La participation des différents groupes, hier antagonistes, dans la construction ou la réhabilitation des infrastructures communautaires, le regroupement autour des activités génératrices de revenus ou de sécurité alimentaire a contribué au renforcement de la cohésion sociale et au relèvement communautaire.

• ***Effets catalyseurs :***

- Dans le cadre de la cohésion sociale, un appui a été apporté aux rapatriés de Mtabila originaires des 3 provinces d'intervention ;
- Un plaidoyer a été mené pour réintégrer les enfants à l'école et accorder les Cartes d'Assurances Maladies aux ménages. Un suivi et un plaidoyer sont aussi assurés afin qu'ils bénéficient progressivement de logement décent, d'emplois temporaires et profitent des opportunités qui s'offrent pour leur réintégration ;
- Un partenariat avec le Programme des Micro subventions financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a été sollicité pour la promotion des foyers améliorés dans les 3 Villages Ruraux Intégrés de Bubanza, Bujumbura et Cibitoke. Cela pourra contribuer à réduire l'utilisation du bois de chauffage généralement utilisé pour la cuisine ;
- Appropriation par les autres partenaires de l'approche du programme pour renforcer ou étendre les initiatives de celui-ci. A titre illustratif, un projet de création d'emploi des jeunes ruraux est en cours d'exécution en province de BUBANZA et NGOZI, avec des financements mobilisés par le Fonds International du Développement Agricole (FIDA) dans le cadre du Programme de Développement des Filières (PRODEFI).

• ***Risques / problèmes subsistants :***

- Effets du retard dans le démarrage du programme,
- Coordonnateurs provinciaux du programme qui ne sont pas basés dans leur zone d'intervention suite aux exigences des normes de sécurité. La multiplication des descentes sur terrain et le développement des partenariats locaux a permis d'assurer un suivi acceptable;
- Faible capacité d'accueil du ministère qui n'a pas pu loger l'Unité de gestion du programme pour un appui de proximité. Mais les contacts réguliers, le suivi conjoint des activités ont permis l'implication de la partie nationale ;
- Lenteur dans la mise en œuvre de certains aspects d'exécution du programme ;

• ***Résultats supplémentaires attendus d'ici à la fin de l'année :***

- Appropriation des résultats par le ministère de tutelle et les bénéficiaires ;
- Appropriation de la base de données par toutes les parties prenantes à la réintégration.
- 2,000 RDExC auront les capacités techniques pour monter des entreprises agricoles et non agricoles, novatrices et génératrices d'emplois et de revenus ayant une valeur ajoutée pour la consolidation de la paix ;
- Les capacités des associations et coopératives agricoles seront renforcées en gestion d'ASBL, développement économique, intégration de l'agriculture du marché
- Création de plus ou moins 40 nouvelles organisations de

	<p>producteurs regroupant environ 800 RDExC bénéficiaires des projets de création d'emplois à impact rapide ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise à la disposition du Ministère de tutelle d'une base de données physique, fonctionnelle et dynamique ;</li><li>- Production et diffusion d'un film sur l'impact des projets de consolidation de la paix dans les communautés post-conflits ;</li><li>- Promotion de l'entrepreneuriat local grâce aux facilités financières octroyées par les institutions de micro-finances.</li><li>- Sécurité alimentaire renforcée à travers un appui à l'amélioration de la production en pisciculture, myciculture, horticulture et autres produits à haute valeur ajoutée ;</li><li>- Outils de mobilisation pour la paix disponibles, à travers les meilleures chansons et pièces de théâtres de la paix réalisées par les jeunes.</li></ul> <p>• <b><i>Nécessité de changer les stratégies du projet :</i></b></p> <p>Les stratégies d'intervention mises en avant donnent des résultats satisfaisants : approche programme, planification opérationnelle intégrée qui permet d'avoir une vision commune et de créer des synergies, renforcement des capacités des institutions, structures et acteurs clés nationaux impliqués dans la réintégration sociale et/ou économique des personnes affectées par le conflit pour une meilleure pérennisation des acquis du programme.</p>
--	--

**EVALUATION DE LA PERFORMANCE A PARTIR D'INDICATEURS:** Sur la base du *Cadre de résultats des programmes à partir du Descriptif de projet*, fournir, dans le tableau ci-dessous, une actualisation soulignant la conformité avec les indicateurs aux niveaux des résultats et des produits. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, ainsi que le mode de collecte envisagé pour ce type de données, et la date à laquelle la collecte aura lieu.

	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Données de référence en tant qu'indicateurs</b>	<b>Cibles fixées en termes d'indicateurs</b>	<b>Cibles atteintes</b>	<b>Raisons expliquant l'écart éventuel</b>	<b>Risques</b>
<b>Effet 1<sup>6</sup> :</b> <b>La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaires pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire pour fournir des services de qualité.</b>						
<b>Produit 1.1</b> La structure de coordination (Groupe Sectoriel Réintégration et Relèvement Communautaire) est renforcée en Matériel, Supervision et suivi, Capacité technique, Formation	<b>Indicateur 1.1.1</b> % (M/F) du personnel du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et de Genre (MSNDPHG) et Points focaux en réintégration formés en matière de planification participative ;	Existence d'un secrétariat de la coordination du Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire Rapatriement et Réintégration,	Appui matériel du secrétariat de la coordination et des points focaux de la réintégration au niveau décentralisé ;	Renforcement des capacités fonctionnelles du Ministère de tutelle par <ul style="list-style-type: none"> <li>la mise à disposition des équipements informatiques (2 ordinateurs et 2 imprimantes),</li> <li>l'appui à l'organisation des réunions du Groupe Sectoriel et mise en place des outils de connexion dans les Comité Provinciaux de Développement (CPD);</li> </ul>	Appui continu	Rien à signaler
		5 Ministères sont impliqués dans le suivi de la mise en œuvre du Programme ainsi	Formation de 4 cadres du Ministère et 3 membres des CPD et 22 des CCDC en la	<ul style="list-style-type: none"> <li>16 représentants des Comité Communaux de Développement Communautaire (CCDC) et CPD, 5 encadreurs du</li> </ul>	Formation continue	Rien à signaler

<sup>6</sup> Tout pays pertinent (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet) ou inscrit dans le Plan de gestion du projet.

		que 3 Comité de Développement Provincial (CPD) et 22 Comités Communaux de Développement Communautaire (CCDC)	planification participative basée sur le Genre	Ministère de Développement Communal, 8 représentants du MSNDPHG et 2 délégués des médias formés en planification et budgétisation sensible au genre.		
	<b>Indicateur 1.1.2</b> Existence d'une base de données fonctionnelle sur les RDExC	Inexistence d'une base de données sur la réintégration	Une base de données physique fonctionnelle et dynamique est mise en place sur la réintégration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de l'interface utilisateurs ;</li> <li>• Préparation d'une Collecte des données sur terrain.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Ministère attends le déménagement dans un autre bâtiment pour autoriser les installations nécessaires;</li> <li>• Les partenaires ne disposent pas toutes les données sur la réintégration,</li> </ul>	Le déménagement du Ministère risque de s'effectuer après la clôture du Projet  <b>Solution :</b> Demander l'autorisation du Ministère pour installer la base de données dans les bâtiments qu'il occupe actuellement
			Formation d'un Gestionnaire de la base de données, de 2 utilisateurs du Ministère de Tutelle et 5 points focaux des autres Ministères ainsi qu'un accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception du guide de formation</li> </ul>	Le Gestionnaire de la base de données est en cours d'identification par le Ministère de tutelle	



			du Ministère de Tutelle en la matière;			
	<b>Indicateur 1.1.3</b> Niveau de fonctionnement des groupes de travail.	Inexistence des Groupes Techniques de Travail Provincial sur la Villagisation (GTTPV)	3 groupes de travail sur la villagisation (GTTPV) sont mis en place dans les 3 provinces.	Les membres des GTTPV assurent un suivi régulier des activités sur terrain.	Activité continue	Rien à signaler
<b>Produit 1.2</b> . Les structures décentralisées, provinciales et communales sont renforcées pour répondre aux besoins de réintégration socio-économique des populations affectées par le conflit et le relèvement communautaire.	<b>Indicateur 1.2.1</b> Nombre de livrets de la Stratégie Nationale de Réintégration distribués;	Existence d'une Stratégie Nationale de Réintégration (SNR) en français	Existence du document de la Stratégie Nationale de Réintégration en kirundi	Document de la Stratégie Nationale de Réintégration traduit en kirundi et disponible.	La SNR sera vulgarisée en même temps qu'un film documentaire en cours de réalisation sur l'appui du Programme PBF à la réintégration	Rien à signaler
			3 ateliers de vulgarisation sont organisés et 1.000 exemplaires en kirundi sont produits et distribués.	Préparatifs avancés pour lancer les ateliers de vulgarisation de la Stratégie Nationale de Réintégration.		Rien à signaler
			Manuels sur l'approche 3X6 de réintégration durable élaborés et traduits en Kirundi	La nouvelle version du manuel de l'approche 3x6 en français est en cours de finalisation		RAS
	<b>Indicateur 1.2.2</b> Nombre de structures locales appuyées dans la résolution	Existence des structures locales impliquées dans la résolution pacifique des	Partenariat avec 2 structures locales pour la résolution pacifique des conflits	Implication de la CNTB et de ACCORD dans l'assistance juridique et médiation pour les résolutions des conflits fonciers	RAS	Rien à signaler

	pacifique des conflits.	conflits : CNTB, Abashingantahe, l'administration locale, ONGs				
	<b>Indicateur 1.2.3</b> Nombre de conflits résolus par la CNTB et les structures locales (Bashingantahe).	----	Nombre de conflits résolus par la CNTB et les structures locales	205 cas litigieux résolus à l'amiable.  100 dossiers devant être clôturés, ont été réglés par décision à Bubanza et Cibitoke	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En périodes des pluies certaines visites sur le terrain sont perturbées, ce qui affecte le suivi de la mise en œuvre des réalisations.</li> <li>• Certains occupants des propriétés en litiges ne répondent pas aux invitations de la commission, pour prolonger leur occupation illégale</li> </ul>	Rien à signaler
<b>Produit 1.3</b> Les Groupes réintégrés vivent progressivement en harmonie avec les communautés d'accueil en	<b>Indicateur 1.3.2</b> Nombre de services communautaires exécutés ensemble et cogéré par la population	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 66 encadreur des jeunes RDExC formés;</li> <li>✓ Cohésion sociale accrue au sein des membres</li> </ul>	1 compétition régionale regroupant 9 meilleurs clubs dont 3 en jeux traditionnels, 3 en chant et 3 en théâtre	-	Compétitions seront organisées vers la clôture du Programme	Rien à signaler

tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes.	d'accueille et les RDExC	22 groupes d'animation socioculturels créés ;	communautaire est organisée pour les provinces PBF.			
	<b>Indicateur 1.3.4</b> Existence d'une base de données exhaustive sur les Personnes Déplacées Internes (PDI) du pays	Un rapport d'étude de profilage sur les PDI est disponible	- Organisation de 2 ateliers de vulgarisation du rapport sur le profilage des PDI  ✓ La formulation d'une stratégie nationale de solutions durables suite au profilage des PDI	Organisation d'un atelier de renforcement des capacités des institutions nationales (Parlement et Sénat) en vue de ratification de la convention de Kampala et la mise en œuvre des Protocoles du Pacte des Grands Lacs sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées et le protocole sur les droits à la propriété des personnes souhaitant le retour.	Un autre atelier sera organisé au 3 <sup>ème</sup> trimestre	Rien à signaler
	-----	-----	Monitoring de la réintégration des rapatriés	Suivi de 47 rapatriés, originaires de Bubanza et Bujumbura rural, dont les enfants ont réintégré l'école et les ménages ont acquis des cartes d'assurance maladie et des cartes d'identité.	----	Rien à signaler
<b>Effet 2 : Les communautés, y-compris les RDExC et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement et elles participent effectivement à la gestion et assurent les services sociaux de base.</b>						
<b>Produit 2.1</b> L'accès aux	<b>Indicateur 2.1.1</b> Nombre de	• 41.507 ménages ont	Viabilisation et assainissement	Termes de référence Rs publiés pour le recrutement des	Les terrains attribués pour les	Rien à signaler

services sociaux de base est assuré pour les RDExC et autres groupes vulnérables (soins de santé primaire accessibles, eaux, hygiène et assainissement effectif, scolarisation accessible et fonctionnelle dans les communautés d'accueil)	structures d'hygiène et assainissement réhabilitées	accès à l'eau potable ; • 161 comités de gestion de l'eau sont mis en place ;	dans 4 Villages Ruraux Intégrés (VRI)	consultants topographes qui vont produire des plans d'aménagement	VRI n'étaient pas viabilisés, d'où la nécessité des études topographiques	
	<b>Indicateur 2.1.2</b> Nombre de kms de réseau d'eau réapprovisionnés	• Réhabilitation de 23 Km du réseau d'adduction d'eau potable	Extension du réseau d'adduction d'eau potable ;	7 km réhabilités à Bandaguro en province Bujumbura Rural	les études diagnostiques réalisées dans le cadre de ce programme ont révélées des problèmes complexes, liées au captage et à l'installation des anciens réseaux, qui affectent la qualité et la quantité de l'eau distribuée à Bubanza et à Cibitoke. Il faudra mobiliser des fonds additionnels pour les corrections nécessaires.	La population risque de consommer de l'eau souillée ou d'être privée de l'eau de robinet si un budget additionnel n'est pas mobilisé.  <b>Solution :</b> Mobilisation des fonds additionnels.
	<b>Indicateur 2.1.3</b> Nombre d'ouvrages de réseau d'eau construits	aménagement de 108 sources d'eau potable ;	captage de 100 sources d'eau	Travaux de captage de 100 sources d'eau finalisés	Rien à signaler	Rien à signaler
	<b>Indicateur 2.1.4</b>			Plus de 41.507 personnes ont	Rien à Signaler	Rien à signaler

	% de la population ayant accès à l'eau potable			accès à l'eau potable.		
<b>Produit 2.2.</b> Un logement durable et de qualité est garanti aux RDExC et autres groupes vulnérables.	<b>Indicateur 2.2.2</b> Nombre de maisons construites & occupées par des RDExC.	405 ménages sont en cours de construction pour octroyer un habitat décent RDExC.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 405 maisons sont finalisées et remises aux RDExC ;</li> <li>• 405 latrines ont été aménagées</li> </ul>	<p>Sur un total de 405 maisons à construire,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 215 maisons sont terminées (80 à Bubanza, 85 sur 135 maisons construites à Cibitoke et 50 maisons à Bujumbura Rural ;</li> <li>- 105 maisons en cours de finalisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les partenaires de Bubanza et Cibitoke n'ont pas exécuté les travaux aussi rapidement que prévu suite à la grande saison des pluies ;</li> <li>• Le processus d'attribution du terrain pour les 85 maisons de Bujumbura Rural a pris beaucoup de temps.</li> </ul>	Les 405 maisons risquent de ne pas être construites en totalité car le Ministère de tutelle a changé le plan type de la maison (de 2 chambres à 3 chambres avec cuisine) et les deux partenaires de Bubanza et Cibitoke risquent de pas honorer la totalité de leurs engagements, ce qui réduirait le nombre de maisons prévues dans ces 2 provinces.
<b>Effet 3 : Les systèmes de production et l'entrepreneuriat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par le conflit et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières.</b>						
<b>Produits3.1.</b> Les communautés	<b>Indicateur 3.1.1</b>	-----	1000 jeunes RDExC ont			

ont les capacités techniques et financières pour monter des entreprises locales (agricoles et non agricoles)	Qualité de la formation aux métiers en entreprise et en centre d'apprentissage		bénéficié d'un stage professionnel ;			
novatrices, génératrices d'emploi et de revenus ayant une valeur ajoutée pour la consolidation de la paix	<b>Indicateur 3.1.2</b> Nombre de personnes (H/F) formées aux métiers en entreprise	2000 RDExC formés en métiers porteurs et entrepreneuriat local.	500 RDExC formés en métiers porteurs ;  1500 RDExC formés en entrepreneuriat à l'aide de l'outil GERME	Identification de 2,105 RDExC dont 853 femmes qui sont regroupés en 80 associations. Parmi eux 1,370 sont déjà formés en entrepreneuriat local à l'aide de la méthodologie GERME, et 348 autres en métiers (filiales courtes)	Les formations continuent et l'écart sera comblé dans le trimestre suivant	
	<b>Idem</b>	Idem	Idem	16 encadreurs des RDExC, formés en entrepreneuriat local à l'aide de l'outil GERME par un Expert international, assurent l'encadrement des entrepreneurs.		
	<b>Idem</b>	Idem	Idem	80 associations regroupant 2,015 RDExC sont en cours de formation par 26 encadreurs techniques formés en gestion coopératives, en élaboration des plans d'affaires et restructuration des associations en coopératives.		

	<b>Indicateur 3.1.3</b> Nombre de personnes (H/F) formées en centre d'apprentissage	2000 RDExC formés en métiers porteurs et en entrepreneuriat local	500 RDExC formés en métiers porteurs; 1500 RDExC formés à l'outil GERME.	Les bénéficiaires suivent des formations sur le tas dans les PME existantes dans leur localité	Les centres d'apprentissage disposent des programmes relativement longs et moins adaptés aux filières de courtes durées	
	<b>Indicateur 3.1.4</b> Nombre d'associations nouvellement formées	Une société fragmentée en plusieurs segments selon l'appartenance ethnique, politique et sociale	150 associations/ groupements ont été formés	138 Organisations de producteurs se sont constituées avec des fonds propre qui totalisent 186,775,600 BIF ( USD 116,734.75) pour démarrer des activités génératrices de revenu.	Les associations de RDExC se constituent d'une manière volontaire et progressive	
	<b>Indicateur 3.1.5</b> Nombre de ménages utilisant effectivement les nouvelles techniques agricoles	La population cultive de manière traditionnelle et moins productive	200 ménages utilisent les Nouvelles techniques agricoles	142 ménages appliquant l'approche « Champ Ecole Paysan » (CEP) sous l'encadrement de 54 facilitateurs formés par le Projet au moyen de l'approche CEP.	Le nombre de ménages qui appliquent la nouvelle technique culturelle augmente au fur à mesure des saisons. Mais avec la saison 2013C, il n'y a pas l'identification des nouveaux bénéficiaires	Faible appropriation des connaissances acquises autour des CEP par les services décentralisés du MINAGRIE et faible application dans les communautés.  <b><u>Solutions :</u></b> Améliorer la communication sur

						la nouvelle pratique agricole par l'organisation d'une journée porte ouverte et sensibilisation des Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) pour une meilleure implication
	<b>Indicateur 3.1.7</b> Nombre d'entreprises durables et productives ayant bénéficié d'un soutien	Les RDExC vivent de manière individuelle sans emploi, sans revenu et se caractérisent par une méfiance mutuelle	150 entreprises durables et productives ayant bénéficié du soutien	138 organisations de producteurs RDExC vont être appuyées dans les 3 provinces à hauteur de 560,326,800 BIF (USD 350,204.25) de subvention, avec la possibilité de collaborer avec les IMF et de devenir des PME/PMI.	Activité continue	Ressources insuffisantes par rapport au nombre d'entreprises ou organisations de producteurs constituées.
	<b>Indicateur 3.1.8</b> Nombre de Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) réhabilités et équipés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 CEM en bon état des locaux ;</li> <li>• 1 CEM à réhabiliter</li> </ul>	1 CEM réhabilité à Bubanza ;	Le processus de recrutement d'un partenaire qui va réhabiliter le Centre d'Enseignement de Métier de Mpanda est en cours.	Attendre la disponibilité des machines multiformes qui sont en utilisation sur les sites de construction des maisons.	
			3 CEM équipés/	Fourniture des équipements de menuiserie aux 3 CEM et	Republication de l'appel d'offre car la	



				processus d'acquisition en cours pour les équipements de couture.	qualité des produits fournis ne correspondait pas aux spécifications.	
	<b>Idem</b>	Idem	Installation électrique dans le CEM de Bujumbura	Les travaux d'installation électrique dans le CEM de Bujumbura sont finalisés		
	<b>Indicateur 3.1.9</b> Nombre de Centres Jeunes (CJ) réhabilités et équipés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vieux bâtiments du Centre Jeunes de Gihanga</li> <li>Inexistence de CJ à Rugombo et Isale ;</li> </ul>	3 Centres Jeunes (CJ) réhabilités	Travaux de construction finalisés pour les 3 centres jeunes ;		
		Equipements usés et insuffisants	3 Centres Jeunes équipés	Remise des équipements informatiques et mobiliers de bureau aux 3 centres jeunes		
<b>Produit 3.2.</b> Les systèmes de production agricoles et non agricoles sont diversifiés et renforcés en vue d'assurer la sécurité alimentaire des populations affectées par le	<b>Indicateur 3.2.1</b> Nombre de micro-entreprises créées dans des domaines identifiés comme porteurs à la suite de projets de création rapide d'emplois temporaires.		20 micro-entreprises créées dans des domaines identifiés comme porteurs à la suite de projets de création rapide d'emplois temporaires	700 RDExC dont 180 femmes, qui vont se constituer en organisations de producteurs, sont en emplois temporaires pour la réhabilitation du marais rizicole de Nyamabere de 482 ha. 700 RDExC reçoivent des sensibilisations sur des thèmes de cohésion sociale et de constitution des associations pour l'entrepreneuriat local	Les microprojets et les associations se créent vers la fin des travaux de reconstruction, suite à des séances de sensibilisation organisées régulièrement à l'endroit des RDExC	

conflit.	<b>Indicateur 3.2.2</b> Niveau de revenu des associations agricoles et non-agricoles appuyées/créées		150 associations pratiquent les nouvelles techniques culturales (53 Bubanza, 54 cibitoke, 35 bujumbura rural)	143 associations pratiquent les nouvelles techniques dont 93 associations horticoles, 19 associations de pisciculture, 6 associations de champignonnières et 25 multiplicateurs de semences à haute valeur ajoutée.	Les revenus acquis seront communiqués au 3 <sup>ème</sup> trimestre après les récoltes	
			Le revenu acquis par les associations appuyées/créées			
	<b>Indicateur 3.2.3</b> Situation alimentaire dans les communes appuyées.		Production alimentaire améliorée dans les communes d'intervention	Appui à la multiplication des semences à haute valeur ajoutée et remboursement de la quantité reçue, selon le protocole convenu avec les Organisations de Producteurs Agricoles (OPA) ;		La fertilisation des étangs piscicoles est très limitée.  <b>Solutions :</b>  Analyser la possibilité de rassembler les reliquats des ressources et les affecter à la distribution de chèvres aux organisations pratiquant la pisciculture pour pouvoir accéder à
<b>Idem</b>	<b>Idem</b>	Idem	Idem	37 500 plants de fruitiers greffés ont été distribués dans les communautés.		
<b>Idem</b>	<b>Idem</b>	Idem	Idem	3 300 chèvres et 300 boucs ainsi que 250 ruches, 10 paires de taureaux & du matériel de		

				traction bovine sont en commande.		une bonne fertilisation des étangs.
<b>Idem</b>	<b>Idem</b>	Idem	Idem	Des formations ont été dispensées sur la myciculture, pisciculture et cultures alternatives		
<b>Idem</b>	<b>Idem</b>	Idem	Idem	16 champignonnières construites dont 6 sont déjà opérationnelles;		
<b>Idem</b>	<b>Idem</b>	Idem	Idem	29 étangs piscicoles sont réhabilités dont 27 attendent des alevins de bonne qualité.	Des alevins sont en cours de commande	
<b>Produit 3.3.</b> Les services et les infrastructures d'appui à la production et à la commercialisation sont mis en place/renforcés	<b>Indicateur 3.3.1</b> Niveau de revenu des ménages extra-agricoles.		20 projets SRC sont exécutés avec la participation de 1600 RDExC	8 projet SRC ont été initiés par le PNUD en collaboration avec la FAO dans le marais de Nyamabere. 700 bénéficiaires sont engagés pour le travail temporaire de 3 mois.	On n'a pas encore atteint le nombre de projets et de bénéficiaires prévus du fait que le démarrage des activités ne se fait pas en même temps.	
	<b>Indicateur 3.3.2</b> Nombre de micro-entreprises et d'associations s'appuyant sur les infrastructures nouvellement créées ou réhabilitées.	-----	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de micro-entreprise et d'association s'appuyant sur CNTA, PREFED et CONSEDI</li> <li>• Gestion du marais de</li> </ul>		Information à fournir au 3 <sup>ème</sup> trimestre.	

			Nyamabere			
	<b>Indicateur 3.3.3</b> Existence d'un système de gestion communautaire des infrastructures construites ou réhabilitées	-----	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de hangar de stockage aménagés ;</li> <li>• Nombre de points de vente aménagés ;</li> <li>• Nombre des unités de transformation et de conditionnement installées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 pavillons de collecte, triage et conditionnement des produits horticoles et fruitiers sont en cours de construction Les concertations sont en cours avec les vendeurs la mise en place des comités de gestion de ces pavillons</li> <li>• Identification des associations/coopératives bénéficiaires des équipements agricoles (motoculteurs, décortiqueuses, moulins, batteuses, etc.)</li> </ul>	Les constructions ont été retardées par la lenteur dans l'attribution des parcelles.	
	<b>Indicateur 3.3.4</b> Qualité des structures créées ou réhabilitées dans le cadre de projets de création rapide d'emplois temporaires.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre et qualité des infrastructures réhabilités dans la marrais de Nyamabere ;</li> <li>• Nombre d'Associations/ groupements créés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 centres jeunes modèles ont été construits et équipés avant d'être remis aux jeunes dont les unités de gestions sont en train d'élaborer leurs plans de gestion durable.</li> <li>• 90 RDExC ont participé aux travaux SRC ;</li> <li>• 405 maisons en briques stabilisées, économiques, environnementales et durables sont en construction pour accorder un logement décent aux bénéficiaires, avec la participation de 665</li> </ul>	Les groupements des bénéficiaires d'emplois temporaires sont en cours de constitution.	<p>Difficultés à mettre en valeur le périmètre réhabilité à Nyamabere, si les bénéficiaires ne disposent d'un hangar de stockage et si le pont sur la Transversale 7 n'est pas réhabilité.</p> <p><b><u>Solutions:</u></b></p> <p>Voir si l'on peut</p>

				<p>RDExC ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 482 ha de marrais rizicole sont en réhabilitation à Nyamabere/Bubanza par plus de 700 RDExC en collaboration avec une main d'œuvre spécialisée. Un MOU a été signé entre la FAO et le PNUD pour cette réhabilitation qui l'approche SRC associé à l'ingénierie des entreprises d'aménagement.</li> </ul>		dégager des reliquats sur certaines activités et les affecter à la construction d'un hangar communautaire et d'un pont sur la T7.
	<p><b>Indicateur 3.3.5</b> Existence de structures d'encadrement et d'orientation socio-économique des femmes</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de structures d'encadrement et d'orientation socio-économique des femmes existantes</li> <li>• Nombres de RDExC et des Associations de femmes bénéficiaires des micro-crédits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un fonds de 740.000US\$ dont 360.000 provenant du PBF II a été placé à la BRB et un accord entre la Banque, le Ministère en charge du genre, ONUFEMMES a été signé pour faciliter l'accès des femmes aux crédits en vue de leur autonomisation.</li> <li>• Le fonds sera alimenté par les remboursements opérés dans le cadre du PBF I (projet <i>Femme</i> »)</li> </ul>	<p>Les consultations pour un accord mise en place de ce fonds a pris énormément de temps, ce qui a occasionné le retard dans la mis en œuvre des activités.</p> <p>La mise en place de ce comité a pris plus de temps que prévu alors qu'en l'absence de ce dernier il n'y avait pas moyen de continuer les</p>	

				<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un comité de pilotage du fonds composé par des institutions gouvernementales, de la société civile, du secteur privé et des agences du SNU a été mis en place, sur proposition des institutions participante à cette structure.</li> </ul>	<p>activités.</p> <p>Certaines organisations qui étaient proposées pour faire partie du comité malgré qu'elles soutiennent l'initiative n'ont pas préféré en faire partie</p>	
--	--	--	--	---	---	--